

● (1600)

La valeur des permis de construction délivrés dans une région urbaine au cours d'une année est un indice du taux de croissance de la région. En 1971, à Medicine Hat, la valeur des permis de construction s'est élevée à \$889,000. Peu après, le ministère de l'Expansion économique régionale accordait d'importantes subventions dans la région. En 1973, la valeur des permis est passé de \$889,000 à 21 millions. Les prévisions pour l'an prochain à Medicine Hat, en Alberta, sont de 150 millions de dollars.

Étant donné que je viens d'une région urbaine, la région métropolitaine de Toronto qui est aux prises avec des problèmes d'environnement et de développement urbain, je serais presque effrayé par une expansion aussi rapide. Qu'on ne vienne pas dire que le gouvernement n'essaye pas d'aider réellement toutes les régions du Canada, même l'Ouest. Personne ne peut prétendre que le grand dispensateur des ressources ou le gouvernement fédéral ont oublié Medicine Hat. Il en fut de même, d'ailleurs pour South Lethbridge et le Lac des Esclaves, en Alberta.

Certains députés pourront tenir rigueur à un homme de l'Est de se mêler de parler de l'Ouest, mais cela me concerne parce que je suis un de ces prétendus méchants et cupides hommes de l'Est. Pendant la dernière intersession, j'ai passé quelque temps en Alberta, à peu près dans la région du député d'en face. Mon but était double: d'abord essayer de comprendre leur colère et leur exaspération. Nous tous, en tant que parlementaires, quel que soit le côté ou le parti où nous siégeons à la Chambre, nous nous inquiétons sérieusement de toute situation qui pourrait diviser l'unité nationale. Je voulais également mieux comprendre leurs problèmes et leur exposer, vu qu'ils en entendent très peu parler, quelques-uns des problèmes de l'Est, si c'est possible de les convaincre que nous avons des problèmes, et quelques-uns des grands avantages et des possibilités de leur partie du Canada, comme nous les imaginons, dans l'Est et en profitons.

J'ai relevé dans le *Globe and Mail* de mardi une déclaration attribuée au premier ministre de l'Alberta sur la promesse que le gouvernement a faite d'amortir les contre-coups de la hausse du prix du pétrole dans l'Est du Canada et d'essayer d'en discuter avec la province. Le premier ministre de l'Alberta aurait déclaré: Eh bien, cela regarde Ottawa. Je me demande ce qui serait arrivé en 1961, lorsque le gouvernement du Canada a établi la politique nationale de l'énergie, si de fait Ottawa avait déclaré: La mise en valeur de vos ressources est votre affaire; voyez-y! Le gouvernement fédéral a imposé une réglementation obligeant les citoyens à l'est de la ligne Borden à payer le pétrole de l'Ouest plus cher que le pétrole importé, mais à l'ouest de la ligne Borden, même à Edmonton, à quelques milles des gisements pétrolifères, le pétrole canadien coûtait plus cher que le pétrole importé.

Les problèmes de l'Est et de l'Ouest, ce sont les problèmes du Canada et pas seulement ceux d'Ottawa lorsqu'il s'agit d'égalité de chances, d'éducation ou de bien-être économique. Ce ne sont pas des problèmes d'Ottawa que l'on aurait transposés à tel gouvernement ou à tel parti. C'est le Canada qui doit les assumer. Notre pays ne pourra survivre si le gouvernement fédéral doit être le seul à porter le fardeau des différences de modes de vie au Canada, et à résoudre ce problème. Que ce soit à l'Est, à l'Ouest, dans les régions du centre ou au Nord, cette responsabilité nous incombe à tous, pour autant que chacun d'entre nous se dise véritable Canadien.

L'Adresse—M. Fleming

La colère et le désappointement de l'Ouest ne sont pas sans fondements. Et je le comprends mieux depuis que j'y ai séjourné pendant un certain temps, et en ai parlé avec les habitants de l'Ouest. Tout comme d'ailleurs le premier ministre et ses collègues du cabinet, lors de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest. La colère et le ressentiment se sont accumulés depuis des années dans l'Ouest. C'est très évident, pas tellement en s'entretenant avec les leaders, qui sont très catégoriques quant à ce qui ne va pas, selon eux; mais en causant avec les habitants de l'Ouest dans l'intimité de leurs foyers. Cette même colère et ces mêmes ressentiments accumulés depuis si longtemps sont nourris par une opposition apparemment aveugle devant le progrès réel ou qui refuse de le reconnaître pour des motifs politiques opportunistes.

Nous avons réussi à démontrer le problème au reste du Canada et à démontrer à l'Ouest qu'Ottawa s'intéresse à lui. Si cela a été fait à des seules fins politiques, alors, c'était assurément une fausse manœuvre, si, au contraire, cela a été fait pour trouver des solutions, c'était une bonne manœuvre, en dépit de certains inconvénients politiques. En se rendant dans l'Ouest et en affrontant la presse de là-bas avec laquelle nous n'avons jamais été très bons amis, en affrontant les chefs de ces provinces lors de réunions publiques, le premier ministre et son cabinet ont fait preuve de hardiesse, d'audace et d'honnêteté. Ils les ont rencontrés publiquement, ouvertement et sur leur propre terrain. A l'heure actuelle, rien n'est plus facile dans l'Ouest que de porter des coups bas aux libéraux du fédéral, mais n'est-il pas vrai que les attaques politiques peuvent faire plus de tort que de bien à un parti? N'est-il pas vrai qu'elles peuvent blesser les autres bien plus que ceux qui attendent le règlement de leurs vieux griefs?

A la conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest, on a fait remarquer que les tarifs-marchandises causaient un grave problème dans cette région du pays. Lors de cette conférence, le premier ministre de l'Alberta a présenté au gouvernement fédéral 20 plaintes au sujet d'injustices tarifaires. Quelques mois plus tard il y en avait presque 200. Jour après jour on se plaint que rien n'est fait. Cette conférence a eu lieu en juillet dernier. Nous menons une enquête intensive sur 200 différences tarifaires. Si vous voulez des solutions et un peu de justice dans l'Ouest parce que vous avez été mal traité, vous désirez certainement qu'on vous fournisse des solutions satisfaisantes afin que les tarifs soient corrigés pour toujours. Donnez donc au gouvernement la possibilité d'examiner la chose en détail afin de trouver la solution.

Selon certaines estimations, les recettes réalisées par la politique nationale du pétrole de 1961 appliquée jusqu'à ces derniers mois pour aider à développer les ressources de l'Ouest s'élevaient à 500 millions de dollars. Je veux bien admettre que l'un des problèmes était que tout l'argent rassemblé surtout en Ontario et dans l'Ouest a été consacré à la mise en valeur de ressources, non seulement en Alberta mais dans tout le Canada. Nous reconnaissons maintenant la sagesse de la chose et nous allons veiller à ce que tout le pays puisse être ravitaillé avec le pétrole de l'Ouest. Le fait est qu'on a peut-être voulu trop développer les raffineries de l'Est. Il faudra remédier à cela.

L'Ouest a manifestement eu d'excellentes raisons de dire qu'il avait été défavorisé pour ce qui est de l'implantation d'industries secondaires, mais à en juger par les actes du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie), depuis deux jours, c'est le gouvernement qui doit répondre des promesses et des engagements annoncés publiquement. On est en train d'y mettre bon ordre. C'est